

A.G.A. 2024 DE L'ACPPD : Procès-verbal

Participant·e·s

Présent·e·s :

- **Députée D^{re} Hedy Fry (PLC)**
- **Sénatrice Marilou McPhedran (non affiliée)**
- **Députée Arielle Kayabaga (PLC)**
- **Sénatrice Kim Pate (NPD)**
- **Députée Leah Taylor Roy (PLC)**
- **Sénatrice Gigi Osler (Groupe des sénateurs canadiens)**

Conférencière spéciale :

- **D^{re} Wendy Norman (GRAC)**

Représentantes du Secrétariat (Action Canada pour la santé et les droits sexuels) :

- **Frédérique Chabot (directrice générale intérimaire)**
- **Meghan Doherty (codirectrice, politiques et plaidoyer)**
- **Insiya Mankani (responsable des affaires publiques)**
- **Shejuti Farook (coordonnatrice Web et T.I.)**

Mot de bienvenue et adoption de l'ordre du jour

La responsable des affaires publiques d'Action Canada, Insiya Mankani, a souhaité la bienvenue aux participant·e·s et a présenté des remarques préliminaires sur le travail d'Action Canada et sa longue histoire à titre de secrétariat de l'ACPPD. Action Canada est le secrétariat de l'ACPPD depuis 1997, dans l'objectif d'engager les politicien·ne·s dans le domaine de la santé et des droits sexuels et génésiques (SDSG) au Canada et dans le monde. La santé génésique et l'habilitation des femmes sont intimement liées, et les droits sexuels et génésiques font partie des droits de la personne. Ce travail s'appuie sur l'engagement pris au Caire en 1994 et plus récemment à New York lors de la CIPD30.

Une fois le quorum atteint, la réunion a débuté. Insiya a présenté la D^{re} Hedy Fry et la sénatrice Marilou McPhedran, coprésidentes de l'ACPPD, ainsi que la D^{re} Wendy Norman du Groupe de recherche sur

l'avortement et la contraception (GRAC) et Frédérique Chabot d'Action Canada, conférencières principales de la réunion. Insiya a ensuite invité la sénatrice McPhedran à prendre la parole.

Allocution d'ouverture

La sénatrice McPhedran a souhaité la bienvenue à l'assemblée générale annuelle à tou·te·s les membres. Elle a souligné les récents engagements historiques du Canada en matière de SDSG, tant sur le plan financier que politique, alors que les pays voisins continuent d'y restreindre l'accès. À l'échelle mondiale, la SDSG est au cœur d'une montée inquiétante des mouvements anti-droits et antidémocratiques. Les opposant·e·s à la santé sexuelle et génésique ont déployé des efforts concertés pour faire reculer les droits aux échelons local, national et mondial, comme on l'a vu lors de l'IPCI et de la CIPD30. Le Canada a un rôle à jouer pour contrer ces attaques contre la SDSG et la démocratie en continuant à s'en faire un porte-flambeau. En tant que parlementaires, la défense de la SDSG continue à jouer un rôle central dans nos fonctions, car elle est essentielle au maintien du dynamisme et de l'engagement de nos collègues.

La sénatrice McPhedran a ensuite lu l'ordre du jour et demandé s'il y avait des ajouts. Comme il n'y en a pas eu, la sénatrice Pate a proposé d'approuver l'ordre du jour. La motion a été approuvée.

Élection du Comité exécutif de l'ACPPD (2024-2025)

Le secrétariat a communiqué les noms des candidates aux huit (8) postes à pourvoir au sein du Comité exécutif. Il a précisé que la sénatrice Jaffer prenait sa retraite et que la députée Pam Damoff se retirait du Comité exécutif tout en demeurant membre de l'ACPPD.

La pratique établie par la D^{re} Fry, voulant que l'ACPPD soit coprésidée par un·e député·e et un·e sénateur·trice se poursuit, la D^{re} Fry et la sénatrice McPhedran continuant d'assurer la coprésidence.

Présidentes

Députée D^{re} Hedy Fry (PLC)
Sénatrice Marilou McPhedran (non affiliée)

Vice-présidentes

Députée Elizabeth May (PVC) – in absentia
Députée Lindsay Mathysen (NPD) – in absentia
Sénatrice Gigi Osler (Groupe des sénateurs canadiens)

Administratrices

Députée Leah Gazan (NPD) – in absentia
Députée Leah Taylor Roy (PLC)
Députée Heather McPherson (NPD) – in absentia
Sénatrice Rosemary Moodie (Groupe des sénateurs indépendants) – in absentia
Poste vacant

Il a été convenu de laisser un poste d'administrateur·trice vacant afin qu'il soit pourvu par un·e député·e du Bloc québécois, en vue d'encourager la participation multipartite. Insiya a demandé s'il y avait des nominations dans l'assemblée. Comme il n'y en a pas eu, la sénatrice Osler a proposé une motion pour accepter toutes les candidates au Comité exécutif de l'ACPPD. La motion a été appuyée par la députée Taylor Roy. La motion a été approuvée.

Rapport des coprésidentes

Au cours de l'année, des membres de l'ACPPD ont participé à de nombreuses conférences internationales et sessions des Nations Unies, notamment la conférence Women Deliver, la session de la Commission de la condition de la femme, la 8^e Conférence internationale des parlementaires sur la mise en œuvre (IPCI) du Programme d'action de la CIPD et la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD+30), pour représenter l'Association et rencontrer des parlementaires du monde entier afin d'échanger leurs points de vue sur les besoins en matière de SDG à l'échelle mondiale.

En juin 2023, l'ACPPD a coparrainé un événement avec l'Initiative de planification de l'avenir, un regroupement de six organismes de la société civile qui défend la santé sexuelle et génésique. Le cocktail a donné lieu à des allocutions du premier ministre Trudeau, du ministre Sajjan (alors ministre du Développement international), et de Maliha Khan, présidente-directrice générale de Women Deliver. L'événement a réuni des organismes de la société civile et des représentant·e·s du gouvernement afin de mettre en valeur leur engagement commun à garantir la santé et le bien-être pour tou·te·s.

En février 2024, l'ACPPD a coparrainé un événement avec Action Canada et l'UNFPA pour souligner le lancement canadien du rapport 2023 sur l'État de la population mondiale. Ce rapport plaide en faveur d'un monde où chaque personne est libre de choisir son avenir en matière de reproduction – un monde où les pays développent leur résilience démographique en s'adaptant aux changements populationnels, plutôt qu'en tentant de les contrôler.

Plus tard en février, l'ACPPD a organisé un déjeuner parlementaire en soutien à la Semaine de la santé sexuelle, une campagne annuelle destinée à rehausser la sensibilisation à la santé sexuelle et génésique et à faire connaître des ressources pour améliorer la santé communautaire au Canada. L'événement a créé un espace propice à nouer des liens avec les personnes qui travaillent à promouvoir l'accès à la santé sexuelle au Canada et dans le monde. Il était animé par la députée Leah Taylor Roy, la députée Leah Gazan et la sénatrice McPhedran, qui ont partagé des réflexions sur leur travail et ont souligné l'importance de continuer à promouvoir l'élargissement de nos droits sexuels et génésiques.

En outre, des membres de l'ACPPD ont fait plusieurs déclarations à la Chambre, notamment sur les droits génésiques des femmes, la Journée internationale pour l'avortement sûr, l'accès aux contraceptifs, l'éducation sexuelle complète, l'assurance médicaments et plus encore. Ensemble, l'ACPPD a soulevé des questions au sein de l'Assemblée, attiré l'attention sur des problèmes importants

et créé plus d'espace pour continuer à faire avancer l'ordre du jour général concernant les droits des femmes et la garantie de la santé et du bien-être pour tou-te-s.

Occasions en 2024

L'année à venir offrira de nombreuses occasions d'engagement. L'UNFPA prépare une visite de haut niveau au Canada à la fin de l'automne 2024; on espère organiser à cette occasion une séance avec des directeur-trice-s de l'UNFPA et des représentant-e-s de l'ACPPD. Le lancement canadien du rapport de l'UNFPA sur l'État de la population mondiale aura également lieu lors de cette visite. L'ACPPD parraine ou coparraine habituellement cet événement qui met en relief des lacunes dans l'accès aux services de SDG.

Parmi les autres occasions, mentionnons des déclarations conjointes sur des questions d'actualité d'intérêt commun, des séances d'information présentées par des expert-e-s canadien-ne-s et internationaux-ales sur des sujets d'intérêt, des délégations parlementaires interrégionales à des conférences mondiales et la collaboration avec divers groupes parlementaires nationaux et internationaux qui partagent les intérêts de l'Association, y compris aux États-Unis.

Conférencières principales : D^{re} Wendy Norman et Frédérique Chabot

Le Projet de loi C-64 ayant été soumis au Sénat pour examen, nous devons à présent reconnaître son potentiel pour établir les fondements d'un régime d'assurance médicaments – ce qui constitue la plus importante avancée en matière de soins de santé au Canada depuis l'adoption de la *Loi canadienne sur la santé*. Cela permettra aux Canadiens-ne-s de jouir d'un accès équitable aux ressources essentielles pour prendre soin de leur santé et prendre des décisions en la matière.

Au-delà des bienfaits reconnus de l'accès universel à la contraception et d'un régime d'assurance médicaments universel à payeur unique dès le premier dollar, l'adoption de cette loi et de ce cadre pourrait avoir des répercussions positives invisibles au Canada – notamment une meilleure équité en matière d'emploi pour les personnes ayant des besoins plus importants de couverture des médicaments; une libération du temps et des capacités des centres de santé sexuelle qui ne demandent pas de ressources pour des programmes humanitaires d'accès à la contraception, afin d'offrir d'autres services essentiels de santé sexuelle et génésique (comme le dépistage et le traitement des ITS); une réponse aux soins contraceptifs coercitifs par le biais de programmes humanitaires; et plus encore.

Nous faisons face à des parties intéressées bien financées, comme les compagnies d'assurance, les sociétés pharmaceutiques et les dépositaires d'enjeux qu'elles soutiennent. Nous ne disposons pas des mêmes ressources, mais nous représentons une large coalition d'organismes de santé et de la société civile qui soutiennent à l'unanimité l'assurance médicaments. Toute tactique visant à retarder ce projet de loi ou à s'opposer à une approche universelle à payeur unique dès le premier dollar n'est pas dans l'intérêt du public.

Les soins de santé sont la principale priorité des Canadien-ne-s, comme le montrent constamment les sondages réalisés dans diverses provinces et auprès de divers groupes démographiques. Les gens

veulent que leurs leaders investissent dans un système qui leur permettra de consulter leur médecin lorsqu'ils sont malades et d'avoir accès à des médicaments au besoin.

L'ACPPD joue un rôle essentiel en tant que porte-flambeau multipartite de la SDSG au Parlement et auprès du gouvernement. Les membres de ce groupe se sont mobilisées pour que la SDSG occupe une place centrale, et cette politique nécessite leur soutien.

Mot de la fin et ajournement de l'assemblée

La sénatrice McPhedran a félicité les membres du nouveau Comité exécutif pour leur élection et a rappelé les nombreuses occasions de faire avancer l'ordre du jour de l'ACPPD, en particulier dans le contexte des discussions en cours sur l'assurance médicaments.

La sénatrice McPhedran a proposé une motion d'ajourner l'assemblée.

Documents de l'a.g.a.

Les documents d'information, y compris l'ordre du jour de l'a.g.a., le Rapport annuel 2023 de l'ACPPD ainsi que la Constitution de l'Association sont accessibles sur le [site Web de l'ACPPD](#) ou sur demande par courriel à secretariat@cappd.ca.